

Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac



★ **MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n° 2

Assurance « DOMMAGES AUX BIENS »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- L'ASSURÉ
- SITUATION DES RISQUES, BIENS ASSURÉS

- TITRE I – EVENEMENTS ASSURES
- TITRE II – MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- TITRE III – DEFINITIONS
- TITRE IV - ÉVÈNEMENTS ASSURÉS
- TITRE V - EXTENSIONS DE GARANTIES
- TITRE VI - GARANTIES ANNEXES / FRAIS DIVERS
- TITRE VII - RESPONSABILITES ET RECOURS ASSURES
- TITRE VIII - CLAUSES PARTICULIÈRES

Conditions Particulières

Assurance Dommages aux biens

→ L'ASSURÉ

Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac
ainsi que ses œuvres sociales, les organismes de représentation interne du personnel, à défaut et en complément de couverture spécifique ;

L'assuré déclare agir tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra.

Il est convenu que la notion de tiers est maintenue entre les différents assurés.

ADRESSE : 222 rue de l'Université - 75343 - Paris cedex 07

REPRÉSENTÉ PAR : Monsieur Emmanuel Kasarhérou - Président

Durée de marché : 4 ans

Date d'effet : 01/10/2024

Fin de marché : 31/09/2028

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois

→ SITUATION DES RISQUES, BIENS ASSURÉS

L'assureur accorde sa garantie à l'ensemble et à la généralité des bâtiments dont l'assuré est propriétaire, locataire et/ou occupant à quelque titre que ce soit, (Inventaire indicatif des bâtiments en annexe), aux locaux et à leur contenu.

La garantie s'exerce selon les conditions générales mentionnées par l'assureur dans l'acte d'engagement et selon les présentes Conditions Particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'assuré.

Les biens meubles seront assurés partout où besoin sera, selon les conditions ci-dessous :

L'assurance s'entendra dans le sens le plus large quant à la désignation des biens assurés, sans aucune exception ni réserve sauf exclusions particulières mentionnées au présent document.

L'assureur dispense l'assuré de plus amples désignations ou descriptions et reconnaît les déclarations insérées au contrat comme suffisantes pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend à sa charge, et pour répondre aux obligations de déclaration des risques assurés.

Ce contrat est régi tant par le Code des Assurances que par les conditions générales et particulières qui en font partie intégrante. S'il garantit des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions impératives plus favorables à l'assuré de la loi du 30 mai 1908 lui sont applicables.

TITRE I - ÉVÉNEMENTS ASSURÉS

Le présent contrat garantit les biens assurés contre les dommages survenus notamment lors des événements suivants :

- INCENDIE – DOMMAGES DE FUMÉE
- EXPLOSIONS ET CHUTE DE LA FOUDRE
- ÉVÈNEMENTS NATURELS
- TEMPÊTES, GRÊLE, NEIGE SUR LES TOITURES
- DÉGÂTS DES EAUX
- VOL ET TENTATIVE DE VOL / VANDALISME
- DOMMAGES AUX APPAREILS ÉLECTRIQUES
- BRIS DE GLACES
- CHOC DE VÉHICULE TERRESTRE
- RISQUES ATOMIQUES
- CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AÉRIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX
- FRAIS SUPPLÉMENTAIRES ET PERTES DE RECETTES D'EXPLOITATION
- OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL
- AUTRES DOMMAGES MATÉRIELS
- PERTES DE DENRÉES EN CHAMBRE FROIDE
- BRIS DE MACHINE INFORMATIQUE, MATÉRIEL BUREAUTIQUE ET MATÉRIELS DIVERS
- BRIS DE MACHINE MATÉRIEL EN EXPLOITATION

TITRE II – MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

→ Garanties de base

- Sur bâtiments ou risques locatifs : à concurrence du montant des dommages.
Superficie totale des bâtiments : voir dans les éléments techniques
- Sur contenu de toute nature, matériel, mobilier et marchandises ou autres, sans réserve ni restriction:
à concurrence des dommages.
- Valeur à neuf suivant clause particulière n° 15.

→ Limitations particulières

Les candidats apporteront les montants les plus appropriés qu'ils sont à même de proposer sur la base du tableau ci-après.

Évènements	Capitaux	Franchises
Limitation contractuelle de l'indemnité (L.C.I) au titre d'un même sinistre	100.000.000€ / bâtiment	Voir art.4 acte engagement
Incendie – dommages de fumée – explosion – chute de la foudre	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Evènements naturels	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Tempête – grêle – neige	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Dégâts des eaux		
Capital garanti	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Dont Gel des canalisations	50.000€	
Dont Frais de recherche de fuite	50.000€	
Dont Pertes d’eau	50.000€	
Vol		
Capital garanti	300.000€	Voir art.4 acte engagement
Dont vol pour les fonds et valeurs (numéraire, titre au porteur, en coffre sur la personne ou en tiroir-caisse fermé à clef) ;	25.000€	Sans franchise
Dont vol et détournement de valeurs par le personnel	5.000€	Sans franchise
Dont fraudes	30.000€	Sans franchise
Vandalisme		
Capital garanti	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Dégradations sur les parties extérieures des bâtiments	300.000 € par événement et par bâtiment	
Garanties particulières		
Dommages aux appareils électriques	2.000.000€	Voir art.4 acte engagement
Bris de glaces	500.000€	Voir art.4 acte engagement
Choc de véhicule terrestre	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Risques atomiques	L.C.I	Voir art.4 acte engagement
Chute d’appareils de navigation aérienne et d’engins spatiaux	L.C.I	Voir art.4 acte engagement

Extensions de garanties	Capitaux	Franchises
Frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation	10.000.000€ sur 24 mois	3 jours ouvrés
Ouvrages d'art et génie civil	500.000€	Voir art.4 acte engagement
Autres dommages matériels (y compris effondrement)	5.000.000€	Voir art.4 acte engagement
Pertes de denrées en chambre froide	350.000€	5 000 €
Bris de machines informatiques	Premier risque à hauteur de 1.000.000€	3000€
Bris de machines matériel en exploitation	Premier risque à hauteur de 750.000€	Voir art.4 acte engagement

Biens particuliers	Capitaux	Franchises
Biens confiés, pour tous événements	L.C.I	Voir art.4 acte engagement

→ Garanties annexes / Frais divers

Les garanties qui suivent sont accordées (avec dérogation à la Règle Proportionnelle) à concurrence des frais réellement engagés, plafonnés aux maximums indiqués au tableau ci-dessous :

Garanties	Capitaux
Perte d'usage	Frais réels à concurrence de 2 années de valeur locative
Perte de loyer	Frais réels à concurrence de 2 années de loyers
Prime dommages ouvrage	À concurrence de 2,5 % du montant du sinistre bâtiment avec un minimum de 4500€
Honoraires d'experts	Selon barème indiqué titre VI, clause 12
Pertes indirectes	10% forfaitaires
Honoraires de décorateur, de bureau d'étude et de contrôle technique, d'ingénierie	À concurrence de 10 % du montant du sinistre bâtiment
Nota : les honoraires de maîtrise d'œuvre et d'architecte sont compris dans le chiffrage des dommages et des indemnisations.	
Reconstitution, rénovation ou sauvetage de supports d'information, d'archives	À concurrence de 1.000.000 €

→ Responsabilités et recours assurés

Tous recours, hors risques locatifs, à concurrence de 15.000.000 €

TITRE III - DÉFINITIONS

→ BÂTIMENTS ET BIENS IMMOBILIERS

Sont garantis l'ensemble et la généralité des bâtiments, constructions, avec toutes leurs annexes, qu'ils soient contigus ou séparés, avec ou sans communication, de constructions, de couvertures et d'élévations diverses, appartenant à l'assuré ou dont il serait locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, (dans ces deux derniers cas, si besoin, les capitaux garantis serviraient à couvrir les responsabilités locatives ordinaires et le cas échéant les responsabilités locatives supplémentaires) ainsi que dépendances, aisances, aménagements intérieurs et extérieurs, embellissements, décoration et tous biens réputés immeubles par nature, destination ou incorporation, le tout édifié, en cours de construction ou à édifier ou posés sur des terrains qui sont ou peuvent être la propriété de l'assuré ou celle d'autrui, (dans ce dernier cas et par dérogation aux Conditions Générales, l'indemnité en cas de sinistre sera réglée comme si l'assuré était propriétaire du terrain).

Sont notamment compris dans cette rubrique les installations générales et techniques, clôtures d'enceintes, murs de soutènement, les éclairages et enseignes extérieurs, les monuments commémoratifs, édifices publics (fontaines, statues, columbariums, etc.) sanisettes, parcmètres, horodateurs, aires de jeux, murs végétaux et les terrasses végétalisées, murs de clôture en verre, éclairage public avec les boîtes de commandes, les antennes et relais de toute nature, ouvrages d'art et de génie civil et d'une façon générale toutes les installations du même genre, et également, d'une manière générale, tout bien pouvant être considéré comme du mobilier urbain sans que la Compagnie puisse se prévaloir d'une non-dénomination quelconque.

Il est convenu que si l'assuré se trouve dans la situation de locataire, cette rubrique le couvrira également de la perte financière sur aménagements immobiliers qu'il pourrait subir, s'il y a résiliation du bail ou cessation de l'occupation, ou en cas de continuation du bail ou d'occupation, refus du propriétaire de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

La garantie est acquise aux établissements ou bâtiments qui auraient pu être omis non intentionnellement par l'assuré dans la liste annexée, avec application éventuelle de la règle proportionnelle de prime (voir clause "règle proportionnelle").

Les bâtiments frappés d'expropriation sont garantis sans restriction, c'est-à-dire de la même façon que les bâtiments non frappés d'expropriation.

Dans les mêmes conditions, seront garanties les locations temporaires prises dans le cadre des expositions, spectacles et manifestations de toutes natures. Une régularisation sera effectuée annuellement à l'échéance sur la base des déclarations et donnera lieu à perception d'une cotisation complémentaire au prorata temporis.

→ MATÉRIEL – AGENCEMENTS – AMÉNAGEMENTS – BIENS MOBILIERS, etc.

Cette garantie s'applique sans aucune exception ni réserve, à l'ensemble et à la généralité des objets composant les mobiliers et matériels de toutes natures, l'agencement et l'outillage, les dits objets comprenant ou pouvant comprendre notamment les effets et objets appartenant à l'assuré, au personnel, à tous tiers. Ces derniers pouvant être liés ou non contractuellement, ils bénéficieront de la présente garantie pour autant qu'ils ne seraient pas garantis par police spéciale, étant précisé que même dans ce cas ils se trouveront garantis en cas d'insuffisance de ladite police.

En tout état de cause, le présent article garantit également la responsabilité de l'assuré à l'égard des biens dont il serait locataire ou responsable à quelque titre que ce soit.

Des véhicules automobiles appartenant à l'assuré, à son personnel ou à autrui, peuvent circuler, stationner ou se trouver remisés (avec leur approvisionnement d'huiles, d'essences et de carburant) dans la généralité des bâtiments, leurs annexes, dépendances, et dans les cours ou terrains à proximité desdits bâtiments. Les véhicules appartenant à l'assuré seront compris dans la présente assurance au jour d'un sinistre s'ils ne font pas l'objet de polices spéciales. Les autres véhicules seront garantis dans le cadre de l'assurance des responsabilités et des recours.

En ce qui concerne les biens de l'assuré, ceux-ci sont également couverts lorsqu'ils sont confiés à un tiers à quelque titre que ce soit et également pour démonstration, foires, expositions, et dans tous les cas, sur le territoire continental français, dans les pays limitrophes ou membres de l'U.E.

Sont donc notamment assurés les biens et marchandises :

- endommagés au cours de transport dans un véhicule automobile, par un incendie ou une explosion même provoquée par un attentat, par la chute de la foudre ou une catastrophe naturelle ;
- vendus fermes, encore détenus au lieu d'assurance, mais prêts à être livrés et non assurés par leur acquéreur ;
- vendus, avec clause de réserve de propriété, entreposés chez les acquéreurs, en tous lieux chez des tiers à quelque titre que ce soit.

Ces biens et marchandises situés chez des tiers ne sont garantis qu'en complément ou à défaut d'assurance souscrite par ailleurs et pour les risques garantis par la présente police.

L'assurance comprendra en outre les dégâts que les biens pourraient éprouver par suite de leur déplacement à la suite d'un sinistre, ainsi que les frais de déplacement et remplacement nécessités par le sauvetage.

Dans cette rubrique, sont également compris : tous travaux, agencements et installations effectués par l'assuré même s'ils peuvent être considérés comme immeubles par nature ou par destination et qui ne seraient pas sous la rubrique « Bâtiments » et notamment les biens situés sous la surface du sol, c'est-à-dire, les réservoirs, tuyaux, canalisations, conduites d'écoulement, galeries, câbles ou toutes autres installations et passages se trouvant sous la surface du sol.

Il est convenu que si l'assuré se trouve dans la situation de locataire (ou occupant à quelque titre que ce soit), cette rubrique, en tant que besoin, le couvrira de la « perte financière » qu'il pourrait subir s'il y a résiliation du bail ou cessation de l'occupation, ou en cas de continuation du bail ou d'occupation, refus du propriétaire de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

Nota : Cette rubrique couvre aussi le coût de reconstitution, rénovation ou sauvetage de supports d'information ou d'archives, de toutes natures.

La garantie s'exerce tant à l'intérieur des bâtiments, dépendances et locaux annexes, qu'à l'extérieur pour autant que les biens endommagés soient conçus pour être normalement stockés à l'extérieur.

La garantie s'exerce également pour les biens stockés ou utilisés dans les mêmes conditions en dehors des locaux assurés, à l'occasion de prêts, séminaires, conférences, formations ou stockages.

Les oeuvres d'art sont exclues des garanties demandées dans le cadre du présent marché.

TITRE IV - ÉVÈNEMENTS ASSURÉS

INCENDIE – DOMMAGES DE FUMÉE

Sont garantis les dommages résultant d'un incendie, c'est-à-dire d'une combustion avec flammes en dehors d'un foyer normal. Cette garantie s'étend aux dommages occasionnés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage résultant d'un sinistre garanti survenu dans les biens de l'assuré ou ceux d'autrui.

Sont également garantis tous les dommages causés aux biens par les fumées ou vapeurs (à l'exception des dommages causés par les détériorations progressives et accumulées) dues à une action soudaine, anormale et/ou accidentelle.

La garantie inclut tous dommages survenus au cours d'émeutes ou mouvements populaires, ainsi que lors d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats.

EXPLOSIONS ET CHUTE DE LA FOUDRE

Sont garanties les explosions de toute nature et notamment des gaz servant au chauffage, à l'éclairage et à la force motrice, de la dynamite, et autres explosifs, de matières ou substances autres que les explosifs proprement dits, ainsi que les conséquences des explosions ou coups d'eau des appareils à vapeur et les dommages causés aux appareils eux-mêmes.

De convention expresse entre les parties, l'explosion est une action subite et violente résultant de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant cette action ou que leur formation leur ait été concomitante.

Les implosions sont garanties au même titre que les explosions.

Sont garantis les dommages résultant de la chute de la foudre qui frappe les biens immeubles et/ou leur contenu tels que définis.

La garantie est étendue aux dommages causés à un bien assuré par la chute de la foudre sur un élément avoisinant.

FUMÉES / EMANATION / CONTAMINATION

Les dommages causés par les fumées et les émanations accidentelles de toutes natures.

Sont garantis les frais de décontamination, notamment provoqués par une corrosion et dépôt de fumées provenant de combustion ou de réactions chimiques.

ÉVÈNEMENTS NATURELS

Sont garantis au présent contrat l'ensemble des dommages causés par les événements naturels constatés par un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles (loi du 13 juillet 1982).

TEMPÊTES, GRÊLE, NEIGE SUR LES TOITURES

Sont garantis au présent contrat l'ensemble des dommages causés par les tempêtes, la grêle et la neige sur les toitures et notamment :

- Les dommages de grêle sont garantis sur les bâtiments.
- Les dommages de mouille causés dans les 96 heures suivant la destruction totale ou partielle sont garantis sauf s'il est prouvé par l'assureur que des mesures de sauvetage auraient pu être mises en œuvre dans les 48 heures.
- La garantie comprend les dommages occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts si ces bâtiments sont construits selon les règles de l'art et s'ils n'ont pas été endommagés par une tempête au cours des 3 dernières années.
- Sont également garanties les toitures spécifiques et notamment les couvertures de terrains de sport (type bulle) pour autant que ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles aient été conçues par une entreprise spécialisée. De base, la garantie est acquise aussi pour d'autres biens et leurs contenus tels que barnum, baldaquin, vélum,...
- Les clôtures vitrées.

NB : Le complément d'information à fournir par la station météorologique la plus proche ne pourra être demandé par l'assureur que si l'assuré ne peut pas fournir d'attestation indiquant qu'au moins deux autres bâtiments de bonne construction situés dans la commune ou dans les communes avoisinantes ont été endommagés.

Si elle a été choisie pour la garantie, la valeur à neuf s'applique à cette convention.

DÉGÂTS DES EAUX

Sont garantis les dommages accidentels causés par l'action d'un liquide de toute nature, et s'ils en sont consécutifs, l'humidité, la condensation (y compris le bistrage) sur les biens assurés. La garantie dégâts des eaux est étendue aux inondations de toutes origines et notamment aux refoulements et engorgements des égouts et des conduites souterraines, y compris lorsque ces dommages sont dus à des tempêtes ou indirectement à des eaux de ruissellement des cours, jardins, voies publiques ou privées. Est exclue la réparation des défauts ou désordres quelconques à l'origine de ces dommages causés ; sont toutefois garantis les frais de remise en état des conduites, installations et appareils à effet d'eau, chaudière, détériorés par le gel lorsqu'ils sont situés à l'intérieur des bâtiments normalement chauffés, ou de conduites extérieures si celles-ci sont installées selon les règles de l'art. Si les locaux ne sont pas chauffés pendant les périodes de gel, les installations de chauffage central non pourvues d'antigel en quantité suffisante seront vidangées, la distribution d'eau sera arrêtée et les conduites et réservoirs seront vidangés. En cas de non-respect de cette obligation, il ne sera toutefois pas appliqué de sanction particulière.

Sont garantis, les frais de recherche des fuites ou des infiltrations d'eau consécutives à un événement garanti, occasionnant des frais et dégradations, y compris les travaux de terrassement sur conduites souterraines.

Sont également garanties les pertes d'eau.

Dérèglement accidentel des installations de protection contre l'incendie

Les installations de protection contre l'incendie concernent notamment les réservoirs, conduites principales d'eau, tuyauteries, robinets d'incendie ou vanne, et tout autre matériel employé à la protection contre l'incendie.

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par :

- Toute matière déchargée par toute partie des installations de protection contre l'incendie,
- L'effondrement, la rupture ou la chute de tout ou partie des installations de protection contre l'incendie,
- Le gel,
- Les moyens engagés pour rechercher l'origine de l'écoulement de l'installation de protection contre l'incendie.

EMEUTES / MOUVEMENTS POPULAIRES / ACTES DE TERRORISME / ATTENTAT (loi du 06/09/1986)

Sont garantis les dommages causés par des personnes ou groupes de personnes dans le cadre d'actions concertées ou non, ainsi que les dommages provoqués par les autorités dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre.

Sont exclus les dommages de guerre civile ou étrangère.

L'indemnisation s'effectuera en valeur à neuf.

VOL ET TENTATIVE DE VOL / VANDALISME

La garantie est acquise pour le vol et la tentative de vol des biens assurés, (même les fonds et valeurs sur la personne), résultant d'un vol commis par effraction, escalade ou usage de fausse clés ou en dehors de ces cas, s'il est établi que le voleur s'est introduit clandestinement dans les locaux dans lesquels se trouvent les biens assurés ou si le vol a été précédé ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violence ou de menace sur la personne de l'assuré, d'un des préposés, d'un salarié ou d'un membre de leur famille.

Est également assuré le vol lors d'un incendie.

En cas de vol de clés, sont garantis les frais de remplacement de ces clés et des serrures correspondantes.

Tous les dommages de vandalisme causés aux bâtiments (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ceux-ci) ainsi qu'à leur contenu seront indemnisés selon les montants et franchises de la garantie vandalisme mentionnée au tableau de garanties.

Est également garanti le vandalisme sur les biens extérieurs (notamment mobilier urbain, édifices, monuments, et tous autres biens dont l'assuré a la propriété ou la garde) y compris lorsque le sinistre n'est pas lié à un vol.

L'assureur reconnaît que les moyens de protection existants sont suffisants pour la délivrance de la garantie « vol et tentative de vol ».

La garantie inclut tous dommages survenus au cours d'émeutes ou mouvements populaires, ainsi que lors d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats.

Assurance vol et détournement de valeurs par le personnel :

Sont garantis pour le montant maximum prévu, les vols et détournements de valeurs, commis par les agents et ou les élus, dans le cadre d'un acte délictueux ou criminel, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions et ce, avec ou sans collusion de tiers. La garantie s'applique à l'assureur de l'année du fait générateur. Et dans le cas d'un sinistre continu, la garantie incombera à l'assureur du premier fait générateur.

DOMMAGES AUX APPAREILS ÉLECTRIQUES

Sont garantis au présent contrat les dommages aux appareils électriques selon les conditions ci-dessous :

Cette garantie s'applique aux appareils électriques, électroniques et informatiques de toute nature, y compris au matériel à l'essai et aux canalisations enterrées ou non, aux transformateurs et moteurs dont la force motrice ne représente pas plus de 2.000 KVA et/ou plus de 2.000 KW.

Elle concerne l'incendie et les explosions ayant pris naissance à l'intérieur de ces objets, ainsi que les accidents d'ordre électrique, y compris les dommages dus à la foudre ou à l'électricité atmosphérique.

La garantie s'étend aux frais de transport et d'installation dans la limite du capital assuré.

Sont uniquement exclus :

- Les fusibles, résistances chauffantes, lampes et tubes.
- Les dommages dus directement à l'usure ou à un dysfonctionnement mécanique.
- Les conséquences d'un accident électrique sur les fabrications en cours.

La vétusté sera déterminée suivant le barème indiqué ci-dessous. Si le matériel est HS, l'assureur retiendra comme base de calcul, soit la valeur neuve, soit la valeur de remplacement, au plus avantageux pour l'assuré, sans que l'indemnité puisse excéder la valeur de remplacement.

Nature des appareils et installations électrique et électronique	Coefficient de dépréciation par année écoulée	Dépréciation maximum
a) Postes de radio et télévision ; appareils électroniques, appareils producteurs de rayons ionisants ; machines électriques de bureau	10%	80 %
b) Transformateurs statistiques de puissances ; condensateurs immergés	5 %	50 %
c) Machines tournantes autres que celles désignées au paragraphe d)	6%	50%
d) Moteurs et leurs appareillages, non étanches, actionnant des appareils de broyage, mouture, transports de produits pulvérulents ou fonctionnant en atmosphère poussiéreuse, humide ou corrosive	8%	60%
e) Appareils de coupures en général, autres que ceux désignés au paragraphe d) ci-dessus	2.5%	50%
f) Canalisations électriques	2.5%	40%
g) appareils électriques non classés ailleurs (tableaux, pupitres, appareils de mesure et de contrôle, etc)	5%	60%

BRIS DE GLACES

Sont assurés le bris, la destruction, la détérioration des produits verriers (ou en matière plastique, remplissant les mêmes fonctions) constituant la devanture, la clôture, la couverture des locaux, l'agencement intérieur et par assimilation les éléments d'installations sanitaires, les panneaux solaires, les enseignes lumineuses, journaux lumineux, ainsi que décorations, inscriptions, gravures, poignées de toute nature, détériorés en même temps que l'objet assuré. Il en est de même pour le contenu des locaux et la façade lorsque la détérioration est consécutive à un bris de glaces.

Sont également assurés les dommages causés aux biens et marchandises contenus à l'intérieur des locaux, ainsi que les frais de clôture provisoire, de gardiennage qui seraient rendus nécessaires par ces dommages.

CHOC DE VÉHICULE TERRESTRE

Sont garantis les dommages aux biens assurés, causés par le choc d'un véhicule terrestre identifié ou non identifié.

RISQUES ATOMIQUES

Sont garantis les dommages ou aggravations des dommages, causés par toute source de rayonnement ionisant utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire sont garantis. Cette clause est applicable à l'ensemble des garanties souscrites.

CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX

L'assureur garantit les dommages matériels directs causés par le choc ou la chute sur les biens assurés de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci.

TITRE V - EXTENSIONS DE GARANTIES :

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES ET PERTES DE RECETTES D'EXPLOITATION

→ Objet de la garantie

La présente convention concerne l'ensemble des sites qui relèvent de l'administration de l'assuré. Ces garanties sont acquises à la suite des événements assurés par le présent contrat. L'assurance a pour objet de garantir l'ensemble des Frais Supplémentaires d'Exploitation que l'assuré peut être amené à supporter à l'occasion d'un sinistre garanti atteignant les biens assurés pour lui permettre de poursuivre l'exercice de ses activités de service public. Elle a également pour objet de garantir la baisse du montant des recettes d'exploitation causées par l'interruption ou la réduction des activités pendant la période d'indemnisation prévue.

→ Indemnisation

Au titre des Frais Supplémentaires d'Exploitation

Les dommages sont constitués de tous les frais exposés par l'assuré (ou pour son compte) d'un commun accord entre les parties, en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service public et d'en limiter les conséquences à la suite d'un sinistre garanti.

Ils comprennent notamment les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature, les frais de réinstallation de l'assuré dans de nouveaux locaux, les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre, les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux ou de matériels de remplacement ou de locaux provisoires, les frais postaux et de communication (téléphone, télécopie, télex, etc.) et de correspondances supplémentaires, les frais supplémentaires de transport, les frais d'entretien, de chauffage, d'éclairage, de fluides, de gardiennage, de surveillance de sécurité des locaux supplémentaires provisoires, les surcoûts d'approvisionnement en matériel, marchandises,....

Au titre des Pertes de recettes d'Exploitation

Les dommages sont constitués par la baisse du montant des recettes causées par l'interruption ou la réduction des activités pendant la période d'indemnisation prévue, déduction faite des charges variables. Ces dernières étant le montant des charges variables affectées au site concerné pour son exploitation, pendant la période considérée et qui n'ont pas été supportées par l'assuré à cause du sinistre.

Le paiement de l'indemnité sera effectué sur justification, production de factures et mémoires relatifs aux frais exposés.

L'assureur libérera l'indemnité par acomptes, au fur et à mesure des frais supplémentaires exposés, sous réserve des justifications prévues ci-dessus.

→ Montant de la garantie

Le montant de la garantie est fixé aux conditions particulières.

La période d'indemnisation est fixée aux conditions particulières.

→ Garanties complémentaires

Impossibilité d'accès

Dans le cas où un sinistre se produit non loin des lieux du risque, et aurait pour conséquence d'en gêner ou d'en rendre impossible l'accès, la garantie s'exercerait comme si le sinistre avait touché directement les biens assurés.

Perte d'archives

La garantie est étendue aux frais supplémentaires d'exploitation résultant de l'interruption ou la réduction d'activité de l'assuré par suite de perte ou disparition accidentelle d'archives et/ou de documents nécessaires à l'activité de l'assuré.

Carence du fournisseur d'énergie

Les garanties sont également acquises en cas de carence accidentelle de fourniture d'électricité par le réseau du fournisseur d'énergie. Par carence accidentelle il faut entendre tout arrêt de fourniture d'électricité survenant de manière soudaine, fortuite, imprévisible et extérieure à la volonté de l'assuré.

Fermeture administrative

Les garanties sont également acquises en cas de décision administrative de fermeture.

→ Précisions

Si l'assuré bénéficie par ailleurs d'une garantie des Pertes Indirectes, son montant ne peut en aucun cas être déduit de l'indemnité au titre des Pertes d'Exploitation.

Il conviendra d'ajouter à l'indemnité, les frais et honoraires d'experts que l'assuré peut être amené à engager.

Le montant de l'indemnité est plafonné au montant fixé aux conditions particulières. Il pourra éventuellement être reconstitué à la demande de l'assuré, après sinistre, moyennant le paiement d'une prime calculée au prorata temporis jusqu'à l'échéance annuelle suivante du contrat.

→ Exclusions

- Les frais de procès et amendes.
- Les dommages directs ou indirects survenus à des biens couverts par une garantie de dommages, les dépenses pour l'achat, la construction ou le remplacement de tous les biens, matériels, à moins qu'ils ne soient effectués dans le but de réduire les conséquences de pertes couvertes par la présente garantie et, dans ce cas, à concurrence des pertes et frais effectivement épargnés.

OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL

Les garanties du présent contrat portent sur l'ensemble des ouvrages d'art et de génie civil définis ci-après :

→ Ouvrages d'art

Les ponts, les passerelles, les tunnels, les couvertures de cours d'eau, les viaducs, les tunnels routiers et ferroviaires, les passages souterrains, les réservoirs, les digues, les barrages de moins de 15 mètres de hauteur et châteaux d'eau, les pontons ainsi que les murs de soutènement ne constituant pas l'accessoire d'un bâtiment et également les ouvrages d'art du réseau routier et autoroutier.

→ Génie civil

Les usines de traitement d'eau, de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, les installations liées à la distribution d'eau potable ou à l'assainissement (notamment les postes de relevage, les stations de pompage, les stations de surpression, les stations d'épuration, ...) ; les cheminées industrielles, les réfrigérants, les unités de stockage (silos, cuves, réservoirs et citernes), les terrains de sport, aires de jeux, bassins et piscines ayant fait l'objet de travaux de génie civil.

Lorsque ces ouvrages d'art ou de génie civil comportent une partie de bâtiments, ceux-ci sont assurés au titre des garanties de base sur bâtiments.

AUTRES DOMMAGES MATÉRIELS

Il est précisé que les présentes dispositions sont étendues aux autres dommages matériels y compris effondrement, à concurrence du montant indiqué, selon les conditions suivantes :

→ Garanties

Cette extension s'applique aux dommages matériels directs subis exclusivement par les biens assurés, aux endroits assurés, ainsi qu'aux responsabilités, frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation consécutives à ces dommages, résultant d'événements soudains et imprévus.

Cette extension vient compléter les garanties accordées par ailleurs.

→ Ce qui n'est pas garanti

Outre les exclusions précisées aux Dispositions Générales, L'ASSUREUR NE GARANTIT PAS :

AU TITRE DES BIENS

- Les appareils de navigation aérienne, spatiale, maritime, fluviale ou lacustre, le matériel ferroviaire, les véhicules terrestres à moteur soumis à immatriculation, leurs remorques et semi-remorques sauf s'il s'agit de « véhicules de l'entreprise » ou de « véhicules confiés » tels que définis à l'article 2 des Conditions Générales et à ses extensions de garanties, et pour autant que les dommages ne résultent pas d'un accident de la circulation.
- Les fonds et valeurs, les objets de valeur.
- Les mines et cavités souterraines, les grottes et les biens qu'elles renferment
- Les animaux vivants.
- Les biens remis à titre de rançons à la suite de prise d'otage ou de rapt.

AU TITRE DES DOMMAGES

- Les dommages causés par l'effondrement d'un ouvrage ou partie d'ouvrage, en cours de construction.
- Les dommages résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'assuré avant le sinistre et auquel celle-ci n'aurait pas procédé, sauf cas de force majeure.
- Les dommages aux ouvrages dont sont responsables des constructeurs, fabricants, promoteurs, vendeurs en vertu des articles 1646-1, 1831-1, 1792 et suivants du code civil (loi n°78.12 du 4 janvier 1978).
- Les dommages et/ou pertes qui sont la conséquence de la mise sous séquestre, saisie, embargo, confiscation, réquisition, destruction ou toute autre mesure ordonnée par des autorités civiles ou militaires.
- Les dommages dus à l'humidité ou à la sécheresse de l'atmosphère, les excès et/ou changement de température, l'immersion, l'envasement, l'ensablement, la poussière, la vapeur, la condensation.
- Les dommages résultant d'évaporation, perte de poids, fonte, érosion, corrosion, oxydation, autocombustion, cavitation, fermentation, entartrement, pourrissement, décomposition, moisissure, putréfaction, rayures, égratignures et râpages, incrustation, contamination, changement ou altération de couleur, de texture, d'apprêt, de saveur, d'odeur ou d'aspect.

- Les dommages subis par les biens assurés à la suite de la prise en masse ou du durcissement des produits ou matières en cours de fabrication ou en cours de traitement.
- Les disparitions, les manquants constatés à l'inventaire, ainsi que les dommages résultant de détournements, abus de confiance, faux en écriture, escroquerie et falsifications.
- Les dommages résultant du sabotage ou de fraude informatique.
- Les dommages résultants d'événements dont le fait générateur est antérieur à la souscription du contrat et dont l'assuré avait connaissance lors de la souscription.
- Les dommages consécutifs aux retards ou carences dans la fourniture des services extérieurs ou d'énergie ou d'eau.

PERTES DE DENRÉES EN CHAMBRE FROIDE

→ Définition

Sont garantis :

- Les pertes ou avaries totales ou partielles, causées aux marchandises entreposées dans les installations frigorifiques par suite de l'élévation ou l'abaissement de température que pourrait résulter, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'assuré, d'une avarie des machines assurant le fonctionnement des installations, d'un arrêt dûment établi du courant électrique ou d'une cause accidentelle quelconque (chute de la foudre, chute de lignes ou poteaux, surtension dans le réseau de distribution...).
- Le remboursement des frais raisonnablement engagés par l'assuré ou par un autre prestataire, pour le sauvetage des marchandises entreposées, dans le but de limiter ou d'éviter les conséquences d'un sinistre.

→ Exclusions

- Les pertes et dommages entraînés par la cessation du travail, à la suite de grèves dans l'établissement.
- Les pertes résultant du vice propre ou de la détérioration progressive des marchandises entreposées.
- Les pertes occasionnées par un dérèglement, un dérangement ou un dysfonctionnement non accidentels de l'appareillage.
- Les dommages consécutifs à une coupure d'électricité dont l'origine est le fournisseur d'énergie. Restent toutefois garanties les carences accidentelles de fournitures d'électricité par le réseau du fournisseur d'énergie. Par carence accidentelle, il faut entendre tout arrêt de fourniture d'électricité survenant de manière soudaine, imprévisible, fortuite et extérieure à la volonté de l'assuré.

→ Extensions

La garantie est étendue aux fuites du produit frigorifique.

« BRIS DE MACHINE INFORMATIQUE, MATÉRIEL BUREAUTIQUE ET MATÉRIELS DIVERS »

→ Objet de la garantie

Dommages matériels

La garantie s'applique à tout événement accidentel, y compris vol-vandalisme ou perte, atteignant les biens assurés et ce, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par biens assurés, il faut entendre l'ensemble du matériel informatique et ses périphériques, les serveurs, l'ensemble du matériel bureautique, l'ensemble du matériel de reprographie (dont photocopieurs, scanner,...), le matériel électronique, l'ensemble du matériel de photo et vidéo, l'ensemble du matériel téléphonique (y compris smartphones et tablettes) et le standard téléphonique, ainsi que les supports informatiques (disque, cartouches, bandes magnétiques, etc), les progiciels, et les logiciels. La garantie est également étendue aux défibrillateurs, radars pédagogiques, cinémomètres, bornes de recharge de véhicules électriques, dispositifs de vidéo-protection (dont caméras de surveillance), ainsi qu'aux tableaux numériques interactifs et aux consoles de jeux-vidéo.

L'ensemble de ces matériels est installé dans les locaux de l'assuré et en divers lieux, y compris à l'extérieur des bâtiments. La garantie couvre les matériels même lors de leur déplacement. La garantie est également acquise lors de l'utilisation de ces matériels en télé-travail (notamment au domicile des préposés).

Frais indirects

Sont garantis :

- les frais de reconstitution des informations qui sont mémorisées sur des supports (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, serveurs, sauvegarde, disque dur externe, etc.) directement utilisables sous cette forme par les matériels assurés;
- les frais supplémentaires d'exploitations engagés pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens assurés. Ces frais supplémentaires consistent notamment en frais de main-d'œuvre, de transport et de déplacement, de location, d'utilisation de biens et services de remplacement provisoire ou de secours.

→ Période d'indemnisation

La période d'indemnisation s'étend du jour du sinistre jusqu'au jour du retour à un niveau d'exploitation aussi proche que possible d'un fonctionnement normal.

Cette période qui peut s'étendre au-delà de la date d'expiration du présent contrat est limitée à deux ans à compter du jour du sinistre ; la limite est ramenée à 6 mois pour l'indemnisation des intérêts de découverts bancaires.

Les honoraires d'expert sont garantis, selon le barème indiqué au paragraphe « Honoraires d'expert ».

→ Exclusions

Sont seuls exclus :

- les dommages occasionnés par la guerre étrangère. Il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère ;
- les dommages occasionnés par la guerre civile. Il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces événements,
- les dommages ou leur aggravation causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de leur atome, par tout combustible nucléaire produit en déchet radioactif ou tout autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire, par toute source de rayonnements ionisants, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage;
- les dommages résultant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré;
- les défauts existants au moment de la souscription de garantie qui étaient connus de l'assuré;
- l'usure de quelque origine qu'elle soit et les effets prolongés de l'exploitation tels que l'encrassement, l'oxydation, la corrosion et l'incrustation de rouille;
- les rayures, égratignures et écailllements des surfaces peintes ou polies, le nettoyage, séchage ou décapage;
- les bris de machines provenant d'essais ou d'expériences, impliquant les uns et les autres des conditions anormales et/ou des surcharges intentionnelles;
- les frais provenant de simples dérangements mécaniques ou électriques, de réglages ou plus généralement de tous actes d'entretien;
- les dommages survenant du fait du maintien ou de la remise en service d'un objet endommagé avant réparation complète et définitive ou avant que le fonctionnement régulier ne soit rétabli;
- les dommages entrant dans la garantie du constructeur, vendeur, fournisseur, monteur ou réparateur ou pris en charge dans le cadre d'un contrat d'entretien ou de maintenance. Toutefois, si la cause du bris est garantie par la police, l'assureur prend en charge le sinistre et exerce lui-même le recours s'il y a lieu ;
- les dommages aux éléments ou parties de machines subissant par leur fonctionnement ou leur nature, une usure nécessitant un remplacement périodique;
- les bris des pièces interchangeables, nécessitant un remplacement périodique;
- les dommages consécutifs au montage, aux essais et expérimentations autres que les vérifications habituelles de bon fonctionnement, entretiens ou réparations. Ne sont pas considérées comme essais les opérations ayant pour but la constatation ou le contrôle du bon fonctionnement des objets assurés.

→ Conventions

Les sinistres seront réglés en valeur à neuf sans abattement pour vétusté pendant les 2 premières années du matériel, à compter de la date de mise en service.

Au-delà, la vétusté sera déterminée à dire d'expert, sans pouvoir être supérieure à 9% par année commencée, ni 50% au total.

Il est convenu que les biens sont garantis en activité ou en repos pendant les opérations de démontage, remontage ou en cours de déplacement.

Certains matériels peuvent faire l'objet d'un contrat de maintenance, sans que cela modifie l'indemnisation.

Si le matériel est HS, l'assureur retiendra comme base de calcul, soit la valeur neuve, soit la valeur de remplacement, au plus avantageux pour l'assuré, sans que l'indemnité puisse dépasser la valeur de remplacement.

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise ou selon le cas suivant la position fiscale de l'Assuré. Pour les biens appartenant à des tiers, la garantie s'exercera suivant la position fiscale du tiers.

« BRIS DE MACHINE MATERIEL EN EXPLOITATION » (convention supplémentaire)

→ Objet de la garantie

Dommages matériels

La garantie s'applique à tout événement accidentel, y compris vol-vandalisme ou perte, atteignant les biens assurés et ce, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par biens assurés, il faut entendre l'ensemble du matériel en exploitation.

L'ensemble de ces matériels est installé dans les locaux de l'assuré et en divers lieux, y compris à l'extérieur des bâtiments. La garantie couvre les matériels même lors de leur déplacement.

Frais indirects

Sont garantis :

- les frais de reconstitution des informations qui sont mémorisées sur des supports (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, serveurs, sauvegarde, disque dur externe, etc.) directement utilisables sous cette forme par les matériels assurés;
- les frais supplémentaires d'exploitations engagés pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens assurés. Ces frais supplémentaires consistent notamment en frais de main-d'œuvre, de transport et de déplacement, de location, d'utilisation de biens et services de remplacement provisoire ou de secours.

→ Période d'indemnisation

La période d'indemnisation s'étend du jour du sinistre jusqu'au jour du retour à un niveau d'exploitation aussi proche que possible d'un fonctionnement normal.

Cette période qui peut s'étendre au-delà de la date d'expiration du présent contrat est limitée à deux ans à compter du jour du sinistre ; la limite est ramenée à 6 mois pour l'indemnisation des intérêts de découverts bancaires.

Les honoraires d'expert sont garantis, selon le barème indiqué au paragraphe « Honoraires d'expert ».

→ Conventions

Les sinistres seront réglés en valeur à neuf sans abattement pour vétusté pendant les 2 premières années du matériel, à compter de la date de mise en service.

Au-delà, la vétusté sera déterminée à dire d'expert, sans pouvoir être supérieure à 9% par année commencée, ni 50% au total.

Il est convenu que les biens sont garantis en activité ou en repos pendant les opérations de démontage, remontage ou en cours de déplacement.

Certains matériels peuvent faire l'objet d'un contrat de maintenance, sans que cela modifie l'indemnisation.

Si le matériel est HS, l'assureur retiendra comme base de calcul, soit la valeur neuve, soit la valeur de remplacement, au plus avantageux pour l'assuré, sans que l'indemnité puisse dépasser la valeur de remplacement.

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise ou selon le cas suivant la position fiscale de l'Assuré. Pour les biens appartenant à des tiers, la garantie s'exercera suivant la position fiscale du tiers.

TITRE VI - GARANTIES ANNEXES / FRAIS DIVERS :

Les garanties qui suivent sont accordées (avec dérogation à la Règle Proportionnelle) à concurrence des frais réellement engagés, plafonnés aux éventuels maximums indiqués au tableau des garanties.

A concurrence du capital prévu au tableau des garanties, et pour tous les événements prévus par le présent contrat, l'assuré est garanti selon ses besoins des frais, perte et/ou responsabilités suivants :

- Perte d'usage
- Perte de loyer
- Trouble de jouissance
- Les frais de déplacement et de relogement, y compris garde-meubles et transports.
- Les frais de démolition et de déblais, de stockage et de dépoussiérage, d'assèchement, de décontamination.
- Les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées ou non par décision administrative, notamment : prévention d'un sinistre quel qu'il soit, étaitements, clôtures provisoires, dépollution, assainissement... Cette garantie s'étend aux frais de destruction ou de neutralisation des biens endommagés par un événement garanti, rendus obligatoires par la loi ou la réglementation ainsi qu'aux frais de transport jusqu'aux lieux éventuellement désignés par les Pouvoirs Publics pour ce traitement.
- Le remboursement de la prime d'assurance « Dommages Ouvrages » et éventuellement de la garantie « tous risques chantiers » et RCMO
- Les dommages aux trottoirs, jardins, plantations diverses, canaux et réservoirs extérieurs, et tous autres biens à l'extérieur des bâtiments.
- Les honoraires d'experts.
- Les honoraires de décorateurs, de bureaux d'études et de contrôle technique, d'ingénierie et d'architectes.

Nota : les honoraires de maîtrise d'œuvre et/ou d'architecte sont compris dans le chiffrage des dommages et des indemnisations.

- Les frais nécessités par une mise en état des lieux et matériels en conformité avec la législation ou la réglementation en matière de construction et de qualité environnementale.
- Les frais de gardiennage et/ou de clôture.
- Le coût de reconstitution, rénovation ou sauvetage de supports d'information et d'archives de toutes natures.

TITRE VII - RESPONSABILITES ET RECOURS ASSURES :

Sont couverts tous recours ou réclamations quelconques présentés par des tiers, à la suite de pertes et tous dommages aux biens couverts par le présent contrat, dont l'assuré ou ses commettants pourraient avoir à répondre dans le cadre de leurs responsabilités ou de celles des personnes agissant pour leur compte à quelque titre que ce soit.

La présente garantie comprend tous les recours, qu'il s'agisse de préjudices matériels et/ou immatériels et corporels (cette dernière garantie n'intervenant qu'en éventuel complément ou à défaut de la police d'assurance de la RC de l'assuré), des tiers, des locataires, sous-locataires, propriétaires, voisins, ... occupants ou déposants, à titre quelconque, tels que ces recours sont définis par les lois en vigueur au jour du sinistre.

TITRE VIII - CLAUSES PARTICULIÈRES

1 – ACTIVITÉ

Il est formellement entendu que la définition d'activité n'est fournie qu'à titre indicatif et n'est nullement limitative. L'assuré pourra exploiter tous les autres services principaux et annexes, dans ce que ses besoins directs ou indirects, permanents ou accidentels, peuvent avoir de plus étendu.

2 – ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

Toutes les garanties du présent contrat sont acquises sans limitation à cette clause :

Le souscripteur, à qui l'assureur laisse la faculté de préciser après le sinistre, les tiers qui bénéficieront de l'assurance pour le compte, agit ou peut agir pour les biens situés aux adresses assurées, tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra.

3 – RENONCIATION A RECOURS

Les contrats divers que l'assuré a souscrit ou pourra souscrire avec des tiers, notamment fournitures d'énergie, location ou mise à disposition de matériel, de locaux, dépôt de marchandises, travail à façon, sous-traitance... (propriétaires de locaux occupés par l'assuré, propriétaires de matériels détenus et utilisés par l'assuré, l'Etat, la SNCF, l'EDF-GDF, les tiers détenteurs de matériel appartenant à l'assuré et garantis par le présent contrat, les dépositaires de marchandises assurées, les locataires ou occupants de locaux appartenant à l'assuré, etc.) contiennent ou contiendront des clauses d'exonération de responsabilité, de renonciation à recours et/ou des clauses précisant que l'assuré doit agir pour le compte desdits tiers. L'assureur en donne acte et consent aux mêmes obligations et renonciations.

L'assureur n'exercera pas non plus de recours en cas de sinistre contre :

- Les occupants d'un local que l'assuré a mis à leur disposition et d'une façon générale, toutes les sociétés et les tiers qui bénéficient de l'assurance pour leur propre compte.
- Le Représentant légal de l'Assuré, les adjoints, les administrateurs et les conseillers sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive.

Si l'assureur a accepté de renoncer à recours contre un responsable éventuel, il pourra, si ledit responsable est assuré, et malgré cette renonciation, exercer un recours contre son assureur, dans la limite de cette assurance.

4 – CONNAISSANCE DES RISQUES

Il est précisé et convenu que les déclarations (matérialité, affectation, environnement, contenu, moyens de chauffage et de force motrice des risques garantis, etc.) mises à la charge de l'assuré aux termes de l'article L113.2 du code des assurances et par les dispositions des Conditions Générales C1 (article 8) et figurant aux présentes conditions particulières sont reconnues comme exactes et suffisantes par l'assureur pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend. Il déclare avoir vérifié les risques assurés, ou à défaut, les considérer comme tels.

En contrepartie, l'assuré s'engage à donner toutes les facilités pour la vérification des risques. L'assureur apériteur devra informer ses co-assureurs des modifications éventuelles du risque.

5 – RÈGLE PROPORTIONNELLE

Pour toutes les garanties de ce contrat, la cotisation est basée sur la totalité des surfaces des bâtiments déclarés.

Il est précisé et convenu que sur ce contrat la règle proportionnelle en cas d'irrégularité non dolosive dans les déclarations faites par l'assuré sur la surface totale utile déclarée et la surface totale utile réelle de l'ensemble des risques assurés au jour du sinistre reste applicable. Il est toutefois rappelé que la ventilation des surfaces entre les bâtiments est donnée à titre indicatif, étant entendu qu'en cas de sinistre, les excédents constatés sur l'un ou l'autre de ces postes seront reportés intégralement sur les postes insuffisamment assurés.

Toutefois, l'assureur accepte de ne pas appliquer de règle proportionnelle si la différence constatée n'excède pas 20 % et afin de faire bénéficier l'assuré de la dérogation consentie, il est entendu que pour procéder au calcul de l'indemnité due après sinistre, la surface avant sinistre sera réduite de 20 %.

RAPPEL :

La garantie est acquise aux établissements ou bâtiments qui auraient pu être omis non intentionnellement par l'assuré dans la liste annexée, avec toutefois application éventuelle de la règle proportionnelle de prime si le fait d'inclure ces locaux fait dépasser la tolérance de 20 % sur la totalité des biens assurés. Si l'assuré demande le règlement du sinistre, il s'engage toutefois à régulariser la prime relative à ces établissements ou bâtiments depuis la date d'acquisition ou depuis la souscription du contrat si celle-ci lui est postérieure.

Superficie développée = Superficie totale additionnée des rez de chaussées, étages, caves, sous-sol et greniers utilisables de chaque bâtiment.

6 – INVESTISSEMENTS

Les assureurs s'engagent à accepter de garantir automatiquement et sans déclaration préalable, dans la limite de 20 % de la superficie déclarée aux conditions particulières, les investissements.

Ces investissements feront l'objet d'une régularisation annuelle, et cette garantie automatique sera reconduite d'année en année, et/ou après chaque utilisation déclarée.

7 – ENGAGEMENT ÉVENTUEL

Indépendamment de la clause d'investissement, les assureurs s'engagent à accepter de garantir, chacun pour sa part respective, les augmentations que l'assuré pourrait demander dans l'avenir pour une superficie additionnelle maximale de 20 % de la superficie déclarée aux conditions particulières, et ce, aux conditions du tarif en vigueur au moment de la réalisation de ces augmentations.

Les demandes seront adressées par lettre recommandée ou télécopie, au courtier ou au siège de la société apéritrice. Les augmentations prendront effet immédiatement et seront constatées par avenant.

L'assuré s'engage à payer l'augmentation de prime lors de la présentation de l'avenant.

8 – LEASING

Certains objets garantis pouvant être loués en leasing, l'assuré agit en ce qui les concerne, tant pour son compte que pour celui des sociétés de leasing. L'assureur s'engage à prévenir les sociétés de leasing qui lui seront désignées en cas de non-paiement des primes et à leur adresser, le cas échéant, une copie de la lettre de mise en demeure adressée au souscripteur, conformément à l'article L 113-3 du Code des Assurances.

L'assureur s'engage, en cas de sinistre subi par les objets précités, à verser aux sociétés de leasing les indemnités prévues.

9 – TERRITORIALITÉ

L'ensemble des garanties du présent contrat s'exerce sur le territoire français, dans les pays limitrophes et/ou membres de l'U.E.

10 – INDEXATION

Les cotisations seront automatiquement indexées suivant la variation de l'indice FFB, publié par la Fédération Française du Bâtiment au deuxième trimestre de l'année précédant l'échéance ou la date d'effet du contrat. La valeur de référence de l'indice est l'Euro.

11 – DÉCLARATION DE SINISTRE

L'assuré est dispensé de déclarer les sinistres ne lui paraissant pas devoir donner lieu à indemnisation, notamment ceux dont l'importance des dommages n'apparaît pas d'emblée susceptible de dépasser le montant des franchises.

Il est entendu qu'aucune déchéance ne serait opposable, s'il s'avérait ultérieurement que ledit sinistre était indemnisable, le service chargé des assurances de l'assuré souscripteur devra déclarer tout dommage garanti dans le présent contrat dans le délai de 15 jours ouvrés, à partir du moment où il en aura eu connaissance, sauf cas de force majeure. Ce délai est étendu de 48 heures à 5 jours pour la garantie vol, tentative de vol.

12 – PRESCRIPTION

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans. Ce délai commence à courir du jour de l'événement qui donne naissance à cette action, dans les conditions déterminées par les articles L 114-1 et L 114-2 du Code des Assurances ; toutefois, pour les contrats qui garantissent des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, il ne commence à courir qu'à compter du 31 décembre suivant cet événement.

13 – HONORAIRES D'EXPERTS

En cas de sinistre atteignant les garanties décrites précédemment, l'assuré aura la possibilité de désigner tout expert de son choix, en vue de déterminer le montant exact du préjudice.

Les honoraires d'experts de l'assuré porteront, à l'exclusion des pertes indirectes (mais P.I. de la convention de conversion comprises), sur la totalité des articles du contrat, seront remboursés à leur valeur réelle, suivant le barème indiqué ci-dessous.

Montant sinistre		Barème
Inférieur à	15.245 €	Forfait de 1.295 €
Supérieur à	15.245 €	8,50% sur 15.245 € et 7,00% sur le surplus
Supérieur à	30.490 €	8,00% sur 30.490 € et 5,50% sur le surplus
Supérieur à	60.980 €	7,00% sur 60.980 € et 4,50% sur le surplus
Supérieur à	121.960 €	6,00% sur 121.960 € et 3,50% sur le surplus
Supérieur à	274.408 €	4,50% sur 274.408 € et 2,80% sur le surplus

Frais de déplacements en sus sur la base du barème fiscal en vigueur.

Le montant de garantie comprend également la TVA applicable en sus, sur les honoraires ci-dessus.

Cette garantie s'étend aux honoraires payés par l'assuré aux Experts Comptables pour produire les renseignements nécessaires au règlement du sinistre.

Le barème ci-dessus sera appliqué distinctement aux dommages directs et à la garantie des frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation.

14 – EXPERTISE DU SINISTRE

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le souscripteur du contrat.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

L'assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis.

Le sauvetage endommagé, comme le sauvetage intact, reste sa propriété même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation du sauvetage, chacune des parties peut demander, par simple requête au Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à cette estimation.

Il est précisé qu'en cas de désaccord sur l'estimation de la valeur des travaux de réfection, et pour activer la réparation du sinistre, un maître d'œuvre professionnel sera désigné d'un commun accord entre les parties pour fixer et garantir le montant réel des travaux.

L'assuré pourra demander au maître d'œuvre de réaliser les travaux pour le montant fixé.

Les honoraires du maître d'œuvre seront inclus dans le coût des travaux de réfection.

15 – VALEUR A NEUF

Les biens assurés par le présent contrat sont garantis en VALEUR A NEUF suivant les conditions ci-après :

- Ces biens seront estimés, en cas de sinistre, sur la base d'une « VALEUR A NEUF » égale à leur valeur de reconstruction à l'identique (reconstruction ou remplacement) au prix du neuf au jour du sinistre. L'indemnisation sera calculée selon la valeur au prix de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite, et majorée de 33 % de la valeur de reconstruction ou de remplacement.
Il est précisé que le calcul de l'indemnité de la majoration est effectué globalement par bâtiment et par série de matériels et sur présentation de factures ou mémoires.
A noter : cette clause ne peut contrevenir au principe indemnitaire.
- La garantie « VALEUR A NEUF » est acquise à tous les biens existants quels qu'ils soient, notamment pour les biens en cours de réalisation, dont la couverture est prévue aux conditions particulières.
- Il est convenu d'un commun accord que la garantie « VALEUR A NEUF » s'applique à l'ensemble et la généralité des biens, pour une indemnisation sans conditions de délais, de remplacement, de lieu de reconstruction, ni même de disposition du ou des biens à reconstruire ou à remplacer et ce, dans la limite des valeurs indiquées à dire d'expert.
- L'assuré s'engage à maintenir ses biens dans un état normal d'entretien.
- L'assurance « VALEUR A NEUF » ne porte pas sur les biens dont la valeur n'est pas réduite par leur ancienneté, notamment : les pierreries, perles fines, les bijoux, les collections d'objets rares, les tableaux, les véhicules à moteur, les animaux, les matières premières, les marchandises.
- L'assurance « VALEUR A NEUF » ne garantit pas le remplacement d'un matériel démodé ou pratiquement irremplaçable, ni le coût de reconstruction spéciale de ce matériel. La valeur de reconstitution prise pour base d'estimation de celui-ci sera celle d'un matériel actuel de rendement égal.
- Conversion :
Dans tous les cas, l'assuré, sur sa demande, au moment du sinistre et pour certains biens de son choix garantis en valeur à neuf, recevra une indemnité équivalente au prix de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite, augmentée de pertes indirectes fixées conventionnellement et forfaitairement à 20 %, sous réserve :
 - que l'assuré abandonne, pour ces dits biens sa réclamation en valeur à neuf,
 - que l'indemnité résultant (valeur d'assurance plus pertes indirectes) n'excède pas pour ces dits biens, celle qui aurait été obtenue en valeur à neuf

16 – PERTES INDIRECTES

L'assureur paiera à l'assuré une somme forfaitaire égale au pourcentage convenu du montant des dommages, pour les dommages causés aux biens sur lesquels cette garantie est accordée, sans que l'assuré ait à produire des justificatifs. Elle ne pourra être déduite d'une éventuelle indemnité de pertes d'exploitation ou de baisse de recettes.

La présente extension n'est pas incompatible avec le paragraphe VALEUR A NEUF, clause de conversion comprise.

17 – T.V.A.

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise. Pour les biens appartenant à des tiers, ainsi que pour les assurances de responsabilité, risques locatifs compris, la garantie s'exercera suivant la position fiscale du tiers.

18 – DROITS DE DOUANE

Chaque fois qu'ils auront été payés ou seront dus par l'assuré, les droits de douane seront compris dans le montant des indemnités.

19 – ACOMPTES

L'assuré pourra exiger qu'il lui soit versé un acompte égal à 50 % de la somme approximative que les assureurs auront à payer d'après l'avis des experts. Si un mois après la demande, l'acompte n'était pas versé, il porterait intérêt au taux de l'intérêt légal en France avec un minimum de 5 % l'an.

20 – RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié par l'assuré ou l'assureur :

- à l'échéance annuelle avec un préavis de 4 MOIS;
- avant sa date d'expiration normale, avec un préavis de 4 MOIS, dans les cas et conditions prévues par le code des assurances, sous réserve des dispositions ci-après :
Par dérogation à l'article R 113.10 du code des assurances, l'assureur ne pourra résilier le présent contrat après sinistre, que si le montant à charge de l'assureur des sinistres de l'année est supérieur à 150% de la prime annuelle annuelle HT. L'assureur devra justifier le calcul des provisions.

Conformément aux dispositions du code des assurances, en cas de résiliation en cours de période d'assurance, l'assureur n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

21 – FRÉQUENCE DE PAIEMENT

Fréquence annuelle.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.